



---

**HISTOIRE D'UNE GUÉRILLA FANTÔME :  
LE(S) FRONT(S) DE LIBÉRATION DE L'ENCLAVE  
DU CABINDA**

---

**Joseph Figueira Martin**

*Observatoire de l'Afrique australe et des Grands Lacs*

Note n° 9

# Auteur

Diplômé d'études européennes de l'Université de Manchester et de la Brussels School of International Studies avec une spécialisation en politique européenne vis-à-vis du continent africain, Joseph Figueira Martin a été analyste pour International Crisis Group. Ses recherches se focalisent sur les pays lusophones, en particulier les pays africains ayant pour langue officielle le portugais (PALOP), et il s'intéresse notamment aux conflits liés au séparatisme et à l'exploitation des ressources pétrolières, gazières et minières.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>AUX ORIGINES DE L'ÉVEIL NATIONALISTE CABINDAIS : UNE GENÈSE DANS LA DÉSUNION</b> .....	<b>6</b>
<b>DE L'ETHNO-NATIONALISME À LA GUERRE DE LIBÉRATION</b> .....	<b>12</b>
Le FLEC dans la guerre froide et la naissance de l'Angola .....	13
Les divisions du mouvement cabindais.....	17
Pétro-guérilla et kidnappings.....	18
<b>L'APRÈS GUERRE FROIDE : DEUX DÉCENNIES ENTRE NÉGOCIATIONS RATÉES ET LUTTE ARMÉE</b> .....	<b>21</b>
La dialectique des négociations.....	21
Une répression presque victorieuse .....	25
La mobilisation de la société civile étouffée dans l'œuf .....	27
La fin du FLEC et l'attaque contre la Coupe d'Afrique des nations .....	29
<b>CONCLUSION : UNE RÉBELLION SANS FIN ?</b> .....	<b>32</b>
<b>ANNEXE 1 : CHRONOLOGIE DU NATIONALISME CABINDAIS</b> .....	<b>34</b>
<b>ANNEXE 2 : GLOSSAIRE DES PRINCIPAUX MOUVEMENTS CABINDAIS ET BAKONGO</b> .....	<b>36</b>

# Introduction

Depuis plus d'un demi-siècle, dans l'indifférence quasi-générale des médias et de la communauté internationale, un conflit larvé perdure au Cabinda, petit territoire angolais enclavé entre le Congo-Brazzaville et la République démocratique du Congo. Jadis appelée Congo Portugais, cette anomalie historique et géographique, surnommée « Koweït africain » du fait de ses vastes ressources pétrolières<sup>1</sup> n'a cessé de susciter les convoitises et velléités annexionnistes de puissances régionales et internationales depuis le XVI<sup>e</sup> siècle.

Entourée de mystères, sa forêt tropicale – le massif forestier du Mayombe – abrite l'un des rares mouvements de libération toujours actifs depuis les luttes d'indépendance : le Front de libération de l'enclave du Cabinda (FLEC). Ce mouvement est un héritier de la lutte anticoloniale qui n'a cessé de défier l'histoire. Ayant d'abord lutté contre l'Empire portugais, le FLEC est né en 1963 dans l'effervescence des indépendances de la sous-région et il a été pris dans les stratégies des acteurs régionaux et internationaux au point de devenir la victime collatérale de l'indépendance de l'Angola en 1975. Il lutte maintenant contre l'une des armées les plus puissantes et aguerries d'Afrique, les Forces armées angolaises (FAA).

Le conflit opposant le mouvement séparatiste cabindais au régime angolais remonte à l'indépendance de l'Angola en 1975. S'il est vrai que l'éclatement du mouvement en dizaines de factions tantôt rivales, tantôt alliées, a singulièrement compliqué toute tentative de médiation, la mauvaise foi du régime angolais, qui n'a jamais véritablement tenu à chercher une solution négociée, et le manque d'intérêt de la communauté internationale, ont aussi compromis les efforts de paix. En effet, des décennies de luttes intestines recoupant des clivages ethniques, religieux et linguistiques, le jeu politique régional et les cooptations par Luanda ont abouti à une ultra-fragmentation du FLEC originel en une cinquantaine de mouvements qui lui sont associés de près ou de loin.

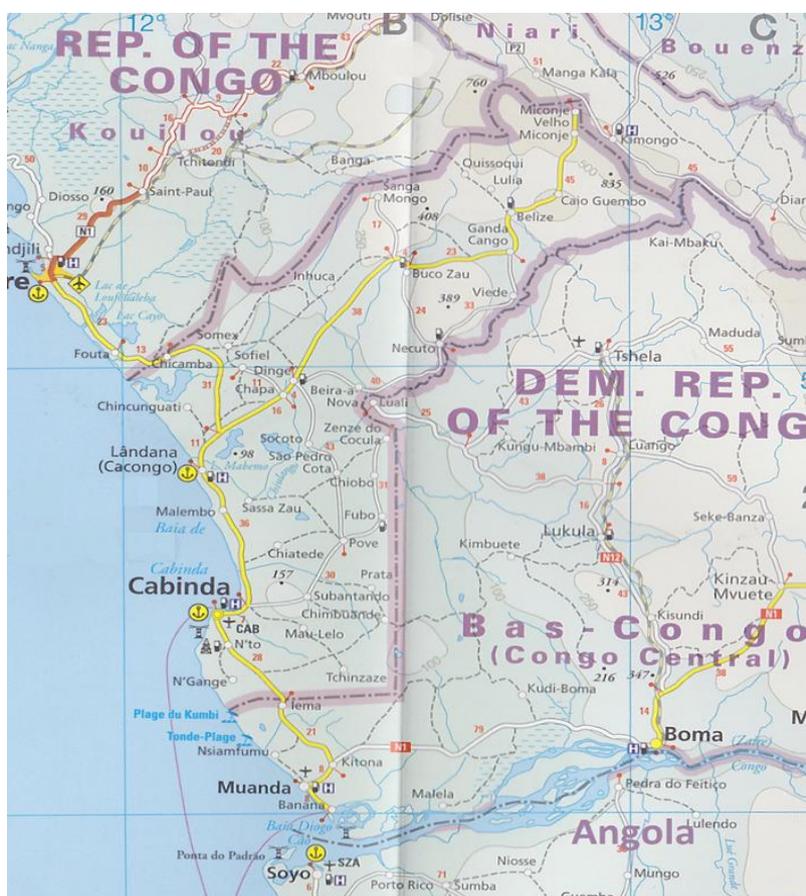
Malgré d'importants revers au début de ce siècle et un contexte sous-régional défavorable, la rébellion a fait preuve d'une grande résilience.

---

1. Le Cabinda et son bloc zéro produisent plus de 60 % du pétrole angolais. Véritable point névralgique dans l'effort de guerre, le bloc est opérationnel depuis plus de quatre décennies et est le principal fournisseur de pétrole du pays. « Cabinda: Oil – Block Buster », *The Washington Post*, 15 mai 2001, disponible sur : [www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com).

Depuis le début 2016, on observe une recrudescence des combats, avec notamment un raid mené contre une plateforme pétrolière au large de l'enclave<sup>2</sup> à la fin du mois de mai 2016. En dépit de cette résilience, les deux constantes historiques du FLEC demeurent : une ultra-fragmentation illustrée par la querelle consécutive à la mort en juin 2016 du leader historique du FLEC-FAC<sup>3</sup>, Tiago Nzita, et une grande dépendance vis-à-vis du contexte régional. Cette note retrace le parcours méconnu et complexe de ce mouvement ultra-fragmenté au gré des évolutions régionales et internationales.

### Carte de Cabinda



Carte Angola 2016, Reise Know-How, février 2016

2. Voir « Rebels Alive and Kicking in Angolan Petro-Province, Oil Workers Say », Reuters, 14 juin 2016, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com).

3. Voir « Morreu Nzita Tiago », Voice of America (VOA), 3 juin 2016, disponible sur : [www.voaportugues.com](http://www.voaportugues.com).

# Aux origines de l'éveil nationaliste cabindais : une genèse dans la désunion

Les premiers contacts entre navigateurs portugais et les principautés côtières (Loango, Kakongo et Ngoyo) qui forment aujourd'hui le Cabinda, remontent au xv<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. Faisant partie de la famille Kongo et du groupe ethnolinguistique bantou, ces trois royaumes vassaux du *ManiKongo*, le souverain du royaume Kongo, partagent aussi une aïeule commune nommée *Nguunu*, cette lignée matrilineaire commune, réelle ou mythique, agit comme un facteur d'unification<sup>5</sup>.

Initialement négligé par la couronne portugaise, le Cabinda va dès le xvii<sup>e</sup> siècle attiser les rivalités entre puissances européennes cherchant dans un premier temps à contrôler les ports pour commercer, et plus tard le trafic des esclaves. Entre 1640 et 1648 les Hollandais tentent de prendre possession du territoire, mais sont chassés par les Portugais. Puis, en 1702 les flottes française et anglaise s'affrontent au large du Cabinda et en 1722, la construction d'une forteresse anglaise au Cabinda provoque une intervention militaire du Portugal<sup>6</sup>. En 1783, les Portugais construisent un fort dans le port de Cabinda, qui est détruit l'année suivante par les forces françaises avec l'aide des royaumes Ngoyo et Kakongo. Un accord signé trois ans plus tard par le Portugal, la Grande-Bretagne et la France (la Convention de Madrid) permet ensuite à chacune de ces puissances de s'engager dans la traite au nord du Congo, y compris au Cabinda, en échange de la domination portugaise au sud du fleuve<sup>7</sup>.

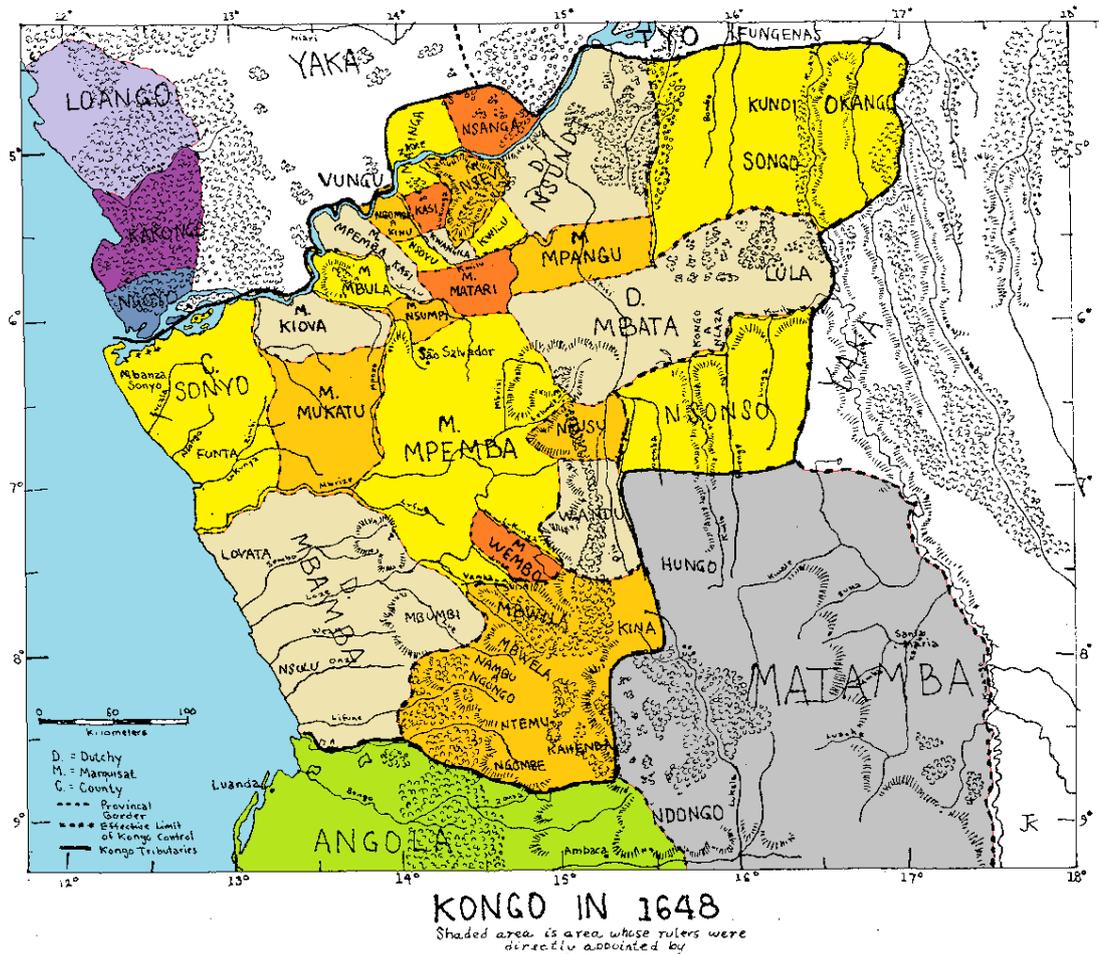
---

4. Le royaume de Kongo était un empire de l'Afrique du sud-ouest, situé dans des territoires du nord de l'Angola, de Cabinda, de la République du Congo, l'extrémité occidentale de la République démocratique du Congo et d'une partie du Gabon. À son apogée, il s'étendait de l'océan Atlantique jusqu'à l'ouest de la rivière Kwango à l'est, et du fleuve Congo jusqu'à la rivière Loje au sud.

5. Voir S. McCormick, « Angola in Transition: The Cabinda Factor », CSIS Africa Notes, juin 1992.

6. Commission des recours aux réfugiés, « Les indépendantistes dans l'impasse au Cabinda », 24 août 2004, disponible sur : [www.commission-refugies.fr](http://www.commission-refugies.fr).

7. Voir McCormick, « The Cabinda Factor », *op. cit.*

Le royaume Kongo<sup>8</sup> en 1648

Fonds documentaire pour l'histoire du Congo Brazzaville

Entre 1883 et 1884 la couronne portugaise signe les accords de Chinfuma et Chicamba avec les chefs autochtones cabindais, puis le 1<sup>er</sup> février 1885, le traité de Simulambuco, conférant au Cabinda le statut de protectorat portugais. Ce document permet ainsi au Portugal de disposer d'une base juridique sur le Cabinda en vue de la délimitation définitive des territoires africains lors de la Conférence de Berlin de 1885. En 1887, le Cabinda devient la capitale administrative du district du Congo de l'Angola, qui s'étend du Cabinda au nord de Luanda. Les rivalités impérialistes qui ont mené au traité de Berlin (1884-85) ont dépecé l'aire d'expansion de l'ancienne nation Kongo. Aujourd'hui, les Bakongo vivent dispersés sur cinq territoires : le sud du Gabon, l'ouest des deux Congos, l'enclave de

8. Cette carte illustre l'isolation géographique des royaumes de Ngoyo, Kakongo et Loango par le fleuve Congo et la forêt du Mayombe.

Cabinda et deux provinces du nord de l'Angola. L'ancienne capitale du royaume (Mbanza Kongo) est en Angola, sans continuité territoriale avec l'actuel Cabinda. À partir de 1956, l'enclave de Cabinda est administrée directement par le gouverneur portugais établi à Luanda.

Bien qu'ancrée dans une identité purement cabindaise, la naissance du FLEC<sup>9</sup> s'inscrit dans un contexte régional de réveil nationaliste, en partie exacerbé par le décès en 1954 de l'avant-dernier régent du royaume Kongo<sup>10</sup>, le *Manikongo* Dom Pedro VII. Déjà déchiré par plusieurs siècles de traite, *de facto* disloqué par la conférence de Berlin, et inféodé à l'administrateur portugais, le pouvoir central de Mbanza Kongo subit une crise dynastique qui conduit au démantèlement définitif du royaume.

Soutenus par les diverses branches de l'aristocratie congolaise, douze prétendants – 7 du côté portugais, 5 sur le territoire belge – s'affrontent pour le trône symbolique de Mbanza Kongo, capitale du royaume rebaptisée São Salvador pendant l'occupation portugaise de 1570 à 1975. De nombreux baptistes de São Salvador soutiennent un candidat « progressiste » Dom Manuel Kidita, neveu du *Manikongo* Manuel Kiditu (1912-1915), alors qu'un autre groupe traditionaliste centré autour de Matadi soutient un candidat appuyé par l'Église catholique et l'administration portugaise<sup>11</sup>. De cette désagrégation du royaume surgissent des dizaines d'autres mouvements, parmi lesquelles figurent l'Alliance des Bakongo (ABAKO) de Joseph Kasa-Vubu<sup>12</sup>, futur président du Congo-Kinshasa, et l'Union des populations du Nord de l'Angola (UPNA) de Holden Roberto, acteur majeur de l'histoire de l'Angola<sup>13</sup>. En dépit du projet initial de restauration de l'ancien royaume, le contexte régional d'effervescence nationaliste engendre des velléités micro-

9. Voir le glossaire des principaux mouvements cabindais en annexe.

10. Aussi connu en langue kikongo sous le nom de Kongo dia Ntotela (« Kongo de la royauté ») ou Kongo dia Ngunga (« Kongo des cloches »).

11. Voir I. Brinkman, « War and Identity in Angola », in *Lusotopie 2003 : Violences et contrôle de la violence au Brésil, en Afrique et à Goa*, Paris, Karthala, 2003.

12. Prônant l'unification des peuples Kongo et la restauration du royaume, l'ABAKO est dirigée par Joseph Kasa-Vubu, premier président du Congo-Kinshasa, et lui-même d'ethnie Yombe. Voir B. L. Correia da Fonseca, « O Gabinete dos Negócios Políticos do Ministério do Ultramar, o Congo-Léopoldville e Angola (1960-1965) », Universidade de Minho, Instituto de ciencias sociais, 2013, disponible sur : [www.commission-refugies.fr](http://www.commission-refugies.fr).

13. D'autres mouvements voient aussi le jour, comme le Nto-Bako, chapitre angolais de l'ABAKO, le Ngwizako, regroupant d'anciens royalistes Kongo, ou encore le Front patriotique pour l'indépendance du Kongo Portugais (FPIKP) résultant de la fusion d'une section du Nto-Bako et du Ngwizako ; l'Union progressiste des Nso, le Parti africain progressiste (PPA), l'Union nationale progressiste de l'Angola (UPRONA) et le Cartel nationalistes angolais (CNA). Voir L. Nascimento Nunes Pereira, « Os Bakongo de Angola: religião, política e parentesco num bairro de Luanda », Universidade de São Paulo, 2004.

indépendantistes et donne lieu à la formation de nouveaux mouvements politiques.

C'est ainsi que des cadres d'une association culturelle Communauté cabindaise (COMCABI) basée à Léopoldville<sup>14</sup>, parmi lesquels figure l'un des futurs dirigeants du FLEC, Luis Gonzaga Ranque Franque – d'ethnie Woyo et descendant de barons cabindais du XIX<sup>e</sup> siècle – décident de créer l'Association des ressortissants de l'enclave du Cabinda (AREC). Celle-ci publie un manifeste exigeant l'indépendance immédiate de l'enclave ainsi que la révocation des traités de Chinfuma, Chicamba et Simulambuco<sup>15</sup>. À l'instar de l'Union des populations de l'Angola (UPA, ancienne UPNA) dans le nord de l'Angola<sup>16</sup>, l'AREC lance aussi plusieurs opérations de propagande anticoloniale dénonçant les abus des colons<sup>17</sup>.

---

14. Formée en 1948, la COMCABI est une association culturelle basée à Léopoldville qui regroupe des Congolais et Cabindais résidents de la région frontalière. Son organisation sœur est basée au Congo-Brazzaville et se nomme Associação dos Originários do Enclave de Cabinda (AOECA). Voir J. Francisco Luemba, *O Problema de Cabinda Exposto e Assumido à Luz do Direito e da Justiça*, Porto, Papiro Editora, 2008, p. 118-119.

15. Entre 1883 et 1884 la couronne portugaise signe les accords de Chinfuma et Chicamba avec les chefs autochtones cabindais, puis le traité de Simulambuco, le 1<sup>er</sup> février 1885, conférant au Cabinda le statut de protectorat portugais. Ce document a ainsi permis au Portugal de disposer d'une base juridique concernant le territoire lors de la Conférence de Berlin de 1885, en vue de la délimitation définitive des territoires africains occupés. Bien que le traité fonde la base juridique des revendications cabindaises, il convient de noter qu'il est identique à des dizaines d'autres signés entre Portugais et pouvoirs autochtones africains et asiatiques de l'époque. Alberto Oliveira Pinto, *Cabinda e as construções da sua história (1783-1887)*, Dinalivro, 2006.

16. Voir « The Time of the Leaflet: Pamphlets and Political Communication in the UPA (Northern Angola, around 1961) », *Journal of the International African Institute*, Vol. 85, No. 2, mai 2015, p. 221-244.

17. Voir A. Lopes Pires Nunes, *Angola 1961 – Da Baixa do Cassange a Nambuangongo*, Prefacio, 2005, p. 148-153.

## Répartition approximative des ethnies à Cabinda



*Alban-Monday Kouango, Cabinda. Un Koweït africain. Drame sur un baril de brut, Paris, L'Harmattan, 2003*

En août 1960, sous l'impulsion de Ranque Franque<sup>18</sup>, l'AREC est rebaptisée Mouvement pour la libération de l'enclave de Cabinda (MLEC)<sup>19</sup>. Faisant écho aux revendications séparatistes cabindaises, dans un discours prononcé devant l'assemblée générale de l'ONU deux mois plus tard, le vice-président du Congo-Brazzaville, Stéphane Tchitchelle, exhorte la communauté internationale à se saisir du sort de la population cabindaise. Mais tandis que Ranque Franque fait du lobbying international pour l'indépendance, l'histoire se précipite dans les pays voisins. Le début de l'insurrection bakongo contre le colonisateur portugais dans la Baixa do

18. À la différence des dirigeants du FNLA et l'ABAKO, dont les dirigeants étaient issus des différentes branches de la noblesse de Mbanza Kongo, les dirigeants de l'AREC, parmi lesquels Luís Ranque Franque, João Francisco Quintão, José Cândido Ramos, João Púcuta, José Puna et Telo Geraldo étaient presque tous descendants des *mafouks* et autres notables cabindais du XIX<sup>e</sup> siècle. Voir *Angola 1961, op. cit.*, et P. M. Martin, « Family Strategies in Nineteenth-Century Cabinda », *Journal of African History*, Vol. 28, No. 1, 1987, p. 65-86.

19. Le 20 décembre 1960, l'AREC a distribué des pamphlets dans lesquels on voit pour la première fois le sigle du MLEC.

Cassange en Angola, ainsi que la tumultueuse indépendance du Congo Belge, influencent fortement les mouvements régionaux, y compris les groupes précurseurs du futur FLEC.

En 1961, la fusion de l'UPA d'Holden Roberto, d'ethnie Nsasala et du Parti démocratique d'Angola (PDA) au sein du Front national de libération de l'Angola (FNLA) provoque la création d'un Gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil (GRAE) qui est reconnu par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963. Dès les luttes d'indépendance, les divisions se manifestent entre les mouvements qui prônent la rupture complète et ceux qui prônent la négociation. Certains groupes comme le Mouvement de lutte pour l'indépendance du Cabinda (MLIC) d'Alexandre Taty rejoignent le GRAE<sup>20</sup>, tandis que d'autres comme l'ABAKO, déçu de voir le FNLA abandonner leur projet commun d'unification des peuples Kongo, prennent leurs distances avec l'UPA/FNLA/GRAE<sup>21</sup>.

Le point faible du MLEC de l'époque réside dans le fait qu'il ne représente qu'une mince élite côtière, et par conséquent ne bénéficie pas du soutien des groupes de l'intérieur du Mayombe. En conséquence, l'année suivante naissent deux nouveaux mouvements dans les Congo voisins : à Brazzaville, le Comité d'action d'union nationale cabindaise (CAUNC), dirigé par Henriques Tiago Nzita<sup>22</sup>, d'ethnie Lindi, et qui va d'emblée se distinguer par son discours plus belliqueux et sa volonté de rattacher le Cabinda à l'un des deux Congo ; et à Pointe-Noire l'Alliance du Mayombe (ALIAMA), dirigée par Eduardo Sozinho, d'ethnie Yombe<sup>23</sup>.

---

20. Taty avait été nommé ministre de la Défense et Jonas Savimbi ministre des Affaires étrangères.

21. Pour le MPLA, le coup fut presque fatal dans la mesure où la reconnaissance du GRAE par l'OUA provoqua son expulsion de Léopoldville, obligeant le mouvement à trouver refuge au Congo-Brazzaville.

22. Expulsé du MLEC en 1961 pour ses idées jugées trop radicales, Nzita avait alors formé le CAUNC afin de « lutter pour l'unification des Cabindais et leur intégration au sein de la grande famille Kongo, l'abolition des traités de Chinfuma, Chicamba et Simulambuco, ainsi que la séparation de la question cabindaise du problème angolais ». Se déclarant ouvert à la formation d'un front commun avec le MLEC, en mars 1962 le CAUNC avait diffusé un communiqué appelant à la tenue d'un référendum afin que les Cabindais puissent choisir lequel des deux voisins intégrer.

23. Les Bayombe des montagnes septentrionales du Cabinda parlent un dialecte kikongo qui n'a jamais proprement dit appartenu au registre de la lingua franca locale, le fiote. N'ayant eu quasi aucun contact avec les Portugais pendant la colonisation, au moment de l'indépendance du Congo, une partie des Bayombe vivant au Congo-Kinshasa décidèrent de rejoindre la « grande famille bakongo » réunie au sein de l'ABAKO, mais les Bayombe cabindais, n'ayant peu ou pas de liens avec leurs cousins congolais, et encore moins avec les Bakongo de l'Angola, décidèrent de former leur propre groupe, l'Alliance du Mayombe, dont l'un des groupes précurseurs fut l'União social dos Mayombe do Luali (USML). Voir « Front for the Liberation of the Enclave of Cabinda », Global Security, 21 novembre 2012, disponible sur : [www.globalsecurity.org](http://www.globalsecurity.org).

# De l'ethno-nationalisme à la guerre de libération

Réunis à Pointe-Noire sous l'égide de l'abbé président du Congo-Brazzaville Fulbert Youlou, lui aussi d'ethnie Kongo, et bénéficiant de l'appui financier du président gabonais Léon Mba, le MLEC, le CAUNC et l'ALIAMA fondent le Front de libération de l'enclave du Cabinda (FLEC) le 4 août 1963. Youlou est renversé quelques jours plus tard, et bien que son successeur à la tête de l'État, Alphonse Massamba-Débat, soit également sensible aux revendications cabindaises, il lance le « socialisme bantou » et par conséquent facilite l'implantation d'un autre mouvement qui connaîtra une ascension fulgurante : le MPLA. À l'époque, la présence du MPLA sur le sol congolais – plus que celle du FLEC – est perçue par les Portugais comme particulièrement gênante. Les troupes portugaises contrôlant encore les ports et aéroports de l'Angola, le seul moyen pour le MPLA de recevoir de l'armement est alors de les débarquer à Pointe-Noire, d'où elles peuvent ensuite être acheminées aux bases clandestines situées le long de la frontière cabindaise.

Ne bénéficiant pas d'un accès direct à l'Angola, et conscient du rôle grandissant de l'enclave dans l'économie de guerre, le MPLA décide de concentrer tous ses efforts sur l'enclave en s'appuyant sur ses bases arrière au Congo-Brazzaville. En effet, sept ans plus tôt, la société américaine Gulf Oil Company et sa filière locale CABGOC ont découvert d'immenses gisements pétroliers dans ce qui deviendra le Bloc o, situé au large du Cabinda. En 1956, l'exploitation du bloc est confiée par l'administration coloniale à la CABGOC, et peu de temps après l'indépendance, la CABGOC cède la majorité de ses parts à Chevron. Depuis lors, les gisements offshore de Cabinda n'ont cessé d'attirer d'autres opérateurs pétroliers.

Profitant de l'essoufflement du FNLA/GRAE – en partie dû à la défection d'Alexandre Taty et de Jonas Savimbi qui décida de fonder son propre mouvement, l'UNITA –, le MPLA réussit en 1964 à remettre à l'ordre du jour la question de la reconnaissance du GRAE à l'OUA et, en mars 1965, obtient une promesse d'assistance matérielle et technique du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique de l'OUA. Le 10 janvier 1967, le FLEC annonce l'établissement d'un gouvernement en exil basé à Tshela, localité zaïroise située à une centaine de kilomètres de l'enclave. Dès lors, le FLEC se scinde en deux tendances : d'une part, la

tendance « pro-américaine » basée à Léopoldville (Kinshasa) et dirigée par le président et fondateur du FLEC, Luis Ranque Franque ; de l'autre, la tendance « pro-française » basée à Brazzaville et dirigée par le vice-président du mouvement, Henriques Tiago Nzita. Ce dernier a pris la tête de la branche armée du mouvement, à savoir les Forces armées cabindaise (FLEC-FAC). Mais les vieux antagonismes refont surface au sein de la direction du mouvement, et Nzita décide de fonder son propre Comité révolutionnaire cabindais (CRC) à Pointe-Noire. Si à l'époque les autorités portugaises cherchent à diviser les mouvements nationalistes, tolérant et parfois même encourageant les activités pacifiques du FLEC, Nzita est toutefois perçu comme un élément dangereux, et les Portugais décident de l'incarcérer.

Six mois plus tard, en septembre 1968, au bout de plusieurs jours d'affrontements au Congo-Brazzaville, Massamba-Débat est forcé de démissionner. L'avènement d'un régime progressiste sous l'égide de Marien Nguabi au Congo-Brazzaville en 1969 constitue un événement majeur dans l'évolution du FLEC. En effet, le Conseil de sécurité nationale (NSC) des États-Unis estime à l'époque que « le président Nguabi souhaite voir le Cabinda devenir indépendant avec l'aide du Congo [...] et qu'à terme cela pourrait aboutir à une union politique entre le Congo et le Cabinda<sup>24</sup> ». Dans ce contexte de guerre froide tropicale, les Américains et Français vont alors s'intéresser davantage à la question cabindaise<sup>25</sup>.

## Le FLEC dans la guerre froide et la naissance de l'Angola

Au début des années 1970, alors que les activités politiques du FLEC sont pratiquement au point mort, la révolution des Œillets au Portugal du 25 avril 1974 permet un regain d'activité dans l'enclave, y compris la constitution d'une branche armée pour la première fois dans l'histoire du mouvement. Deux mois après la révolution, Nzita est libéré de prison et obtient l'autorisation du gouverneur portugais de la province, Themudu Barata, d'ouvrir une représentation du FLEC à Tshiowa. Mais ne disposant pas assez d'hommes afin de quadriller la ville, le FLEC décide de faire appel aux *Tropas especiais*<sup>26</sup>, ancien bataillon de l'armée portugaise formé d'Angolais et de Cabindais, et parmi lesquelles figurent des éléments qui constitueront plus tard l'épine dorsale de la branche armée du

---

24. Voir *Conflicting Missions: Havana, Washington, and Africa, 1959-1976*, op. cit.

25. Voir « Les lions de la France à Cabinda », *Le Nouvel Observateur*, 5 janvier 1976.

26. Voir aussi « Cabinda situation calm », State Department, 2 novembre 1974, tel que révélé par WikiLeaks en novembre 2010, disponible sur : <https://wikileaks.org>.

mouvement<sup>27</sup>. Encadrées par le mercenaire Jean Kay<sup>28</sup>, celles-ci contrôlent la ville de Tshiowa pendant plusieurs mois et menacent les installations pétrolières de la Gulf Oil Company<sup>29</sup>.

Mais l'attrait du pétrole cabindais éveille aussi l'appétit d'autres puissances internationales, en particulier celui de la France, qui face au monopole des Américains et de la Cabinda Gulf Oil Company, décide d'encourager l'émergence d'un nouveau FLEC au Congo. Sous la houlette du président Ngouabi, le « FLEC Rouge<sup>30</sup> » voit le jour à Pointe-Noire le 30 juin 1974 sous la direction de José Auguste Tchioufou, ancien directeur-adjoint d'Elf-ERAP, une filière d'Elf-Aquitaine. Le 10 août 1974, Ngouabi ordonne le déploiement du FLEC Rouge à Cabinda<sup>31</sup> et Tchioufou est proclamé « président du Cabinda libre » à son arrivée à Tshiowa. Dans un discours devant une immense foule, il déclare le français langue officielle du Cabinda, mais lorsqu'invité par la population locale alors fortement lusitanisée à traduire son discours en portugais ou en fiote, Tchioufou, ne sachant s'exprimer dans aucune des deux langues, est hué et chassé par la foule. Le FLEC Rouge se scinde et une faction menée par Ranque Franque décide de se rapprocher de Mobutu.

Inquiété par les vellétés annexionnistes de ses voisins congolais, en septembre 1974 le MPLA, appuyé par des armes et troupes cubaines, décide de tout faire pour s'arroger l'enclave<sup>32</sup>. Le MPLA avait profité des incertitudes et de la rapide démobilisation des troupes coloniales au lendemain du 25 avril pour prendre pied dans l'enclave et s'assurer une base à partir de laquelle se consolider militairement et peser sur le processus ouvert de manière impromptue par la révolution des Œillets. La « Conférence Inter-régionale des militants » du MPLA, tenue en septembre 1974 dans le maquis de l'Est angolais, entérina cette évolution en déclarant Cabinda « partie intégrante » du futur État. Il convient aussi de rappeler que dans les années 1960, le MPLA avait une conception différente du devenir de Cabinda. Selon Mabeko Tali, « le mouvement de libération soutenait dans son programme l'idée d'une prise en considération des

---

27. Entretien téléphonique, Rui Neumann, journaliste, E-Global, 21 juillet 2016.

28. Entretien, Commandant Rotula, FLEC-FAC, avril 2016, République démocratique du Congo.

29. Malgré ces menaces, les vigiles de la société firent bonne garde. Cela fut d'autant plus facile que les installations pétrolières au sol étaient situées sur une sorte de presqu'île qu'un cordon renforcé de mines et de barbelés séparait du reste du territoire. La Gulf continua donc à forer comme si de rien n'était. Voir A.-M. Kouango, *Cabinda. Un Koweït africain. Drame sur un baril de brut*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 85.

30. Faisant référence à son obédience marxiste-leniniste.

31. *Conflicting Missions*, op. citd. Voir aussi National Archives of the USA « Central Foreign Policy Files, created, 7/1/1973 - 12/31/1979 », disponible sur : <https://aad.archives.gov>.

32. Voir J.-M. Mabeko-Tali, « Entre économie rentière et violence politico-militaire. La question cabindaise et le processus de paix angolais », *Politique africaine*, n° 110, juin 2008, p. 4.

réalités locales, de manière à créer une entité au sein de laquelle le Cabinda et les autres régions disposeraient d'une très large autonomie suivant le modèle fédéral soviétique<sup>33</sup> ». C'est sur cette base que se fit son alliance avec certains indépendantistes, notamment Alexandre Taty, à cette époque. L'évolution vers une inclusion totale de Cabinda dans un État unitaire angolais indépendant a émergé dans les années 1970. Selon certains anciens dirigeants, la question pétrolière, aurait joué un rôle fondamental dans cette évolution<sup>34</sup>. Fin octobre 1974, perçu comme trop sympathique aux revendications cabindaises, Barata est remplacé par un proche de Costa Gomes dit « l'amiral rouge », alors au pouvoir au Portugal. Réputé proche du MPLA<sup>35</sup>, ce colonel portugais, Lopes Alves, chasse le FLEC de l'enclave avec l'aide des Forces armées populaires de libération de l'Angola (FAPLA) du MPLA<sup>36</sup>. Cet épisode marque la fin de la première période de « libération » du Cabinda, qui se retrouve à nouveau « occupé » par les FAPLA et les troupes cubaines.

Début juin 1975, les États-Unis commencent aussi à manifester un intérêt grandissant pour le Cabinda. Le secrétaire de la Défense, James R. Schlesinger, fait remarquer : « Les États-Unis devraient songer à encourager la désintégration de l'Angola. Un Cabinda contrôlé par Mobutu traduirait plus de sécurité pour nos ressources pétrolières<sup>37</sup> ». Déjà sponsor du FNLA, Mobutu organise une petite armée sous la houlette de Ranque Franque du côté de Tshela, ce qui attira l'attention du *New York Times* qui fait état à l'époque de « quelque 800 à 2 000 guérilleros cabindais entraînés dans les forêts du Zaïre, à une centaine de kilomètres de la frontière cabindaise<sup>38</sup> ».

Cette dépêche du *New York Times* est confirmée le 2 novembre 1975, lorsque Mobutu ordonne le déploiement de près de 2 000 hommes – trois bataillons du FLEC Franque et la troupe d'élite *Kamanyola* des Forces armées zaïroises (FAZ) – sous commandement de quelque 150 mercenaires

---

33. Conferência Inter-Regional dos Militantes sobre Cabinda, septembre 1974. J.-M. Mabeko-Tali, *Dissidências e poder de Estado. O MPLA perante si próprio (1962-1974)*, Vol. I, Luanda, Nzila, 2001, p. 217-230.

34. *Ibid.*

35. Malgré son discours anticolonial, le MPLA, en raison de ses liens avec les élites portugaises, était perçu comme le mouvement favori des Portugais.

36. Les indépendantistes s'étaient alors repliés à Massabi, ville frontalière du Congo, avec 200 prisonniers, dont 17 officiers portugais. L'armée congolaise était ensuite intervenue pour relâcher ces prisonniers et arrêta Jean Kay, qui fut expulsé vers la France après trois mois de détention.

37. Voir « US National Security Council Minutes: Angola », 27 juin 1975.

38. Voir P. Gleijeses, *Conflicting Missions: Havana, Washington, and Africa, 1959-1976*, The University of North Carolina Press, 2002, p. 32. Voir aussi *Le Monde*, 17 mai 1975, p. 6.

français et américains<sup>39</sup>. L'invasion parrainée par Mobutu se solde par un échec, et une semaine plus tard, le 11 novembre 1975, le MPLA proclame triomphalement l'indépendance de la République populaire d'Angola à Luanda. De leurs côtés, le FNLA et l'UNITA déclarent la République démocratique d'Angola à Huambo. Mais tandis que le Congo et le Zaïre affichent un soutien officiel aux accords d'Alvor de janvier 1975 reconnaissant l'indépendance de l'Angola et déclarant le Cabinda « partie intégrante et inaliénable de l'Angola<sup>40</sup> », les deux voisins ne manquent pas de rappeler le droit à l'auto-détermination du peuple cabindais et continuent d'appuyer leurs FLEC respectifs : le FLEC Rouge au Congo-Brazzaville et le FLEC-Ranque Franque au Zaïre. Au sein de la direction politique du FLEC, l'accord d'Alvor accentue davantage les divisions, avec d'un côté Nzita insistant sur la nécessité de former une jeunesse combattante (*juventude cabindesa*) contre le MPLA, tandis qu'à Pointe-Noire le FLEC Rouge de Tchoufou tente de se restructurer sous la direction de l'ancien premier ministre congolais, Alfred Raoul. Dans un premier temps soutenus par le président Ngouabi<sup>41</sup>, Raoul et sa troupe sont entraînés par le colonel Jean da Costa du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE, précurseur de la DGSE) dans des camps au Gabon, mais leurs efforts sont par la suite court-circuités à cause de Ngouabi. En effet, la préoccupation majeure de Ngouabi à l'époque concerne davantage son voisin zaïrois que l'Angola, alors victime d'une guerre civile fratricide. Conscient de la possibilité d'un affrontement congolais-zaïrois, auquel il ne saurait résister, Ngouabi décide alors d'interdire toute activité du FLEC sur le sol congolais.

Désormais seul parrain du FLEC dans la région, Mobutu tente en 1976 une nouvelle fois d'annexer le Cabinda en s'appuyant sur les troupes du FNLA de Holden Roberto, mais celles-ci sont vaincues par les FAPLA et les forces cubaines. L'industrie du cuivre zaïroise étant dépendante du chemin de fer de Benguela qui relie le port de Lobito sur l'Atlantique au réseau ferroviaire de la province du Katanga et à la Zambie, Mobutu est alors contraint d'entamer des pourparlers avec le MPLA et le 20 mai 1976 signe un accord de cessation d'hostilités avec l'Angola afin de garantir l'accès aux ports angolais. Cependant, les tensions entre le Zaïre et l'Angola ne

---

39. Pour encadrer les guérilleros cabindais, la CIA avait pris contact avec Bob Denard, un mercenaire français. Celui-ci accepta de fournir une vingtaine de mercenaires. Voir A.-M. Kouango, *Cabinda. Un Koweït africain*, op. cit., p. 93. Pour un récit complet de l'offensive du FLEC et contre-attaque cubaine, voir E. George, *The Cuban Intervention in Angola. From Che Guevara to Cuito Cuanavale. 1965-1991*, Londres, Routledge, 2005, p. 82-86.

40. Article 3 des accords d'Alvor.

41. Ngouabi, en raison de son obédience marxiste-léniniste, était aussi connu pour ses liens avec le courant du MPLA hostile à Agostinho Neto et favorable au mouvement nationaliste cabindais appelé *Revolta Activa* et dirigé par Mario de Andrade.

cesseront de s'accroître et d'envenimer leurs relations diplomatiques étant donné la présence continue du FNLA et de l'UNITA, mais aussi des séparatistes du FLEC, sur le sol congolais<sup>42</sup>.

## Les divisions du mouvement cabindais

Après l'euphorie de l'indépendance, le FLEC, privé de ses soutiens régionaux, tente le coup de force en lançant une attaque contre un cantonnement des forces angolaises à Sanda Masala, dans le nord de l'enclave, en mai 1976. Une succession d'échecs vient raviver les tensions au sein du mouvement, et le FLEC se scinde à nouveau en plusieurs factions en 1977<sup>43</sup>.

À ce stade, la faction Nzita, bien que présente à Tshiowa, ne représente qu'une des multiples tendances du FLEC. En effet, suite à l'assassinat de Ngouabi en mars 1977, le Congo-Brazzaville est désormais dirigé par le Comité militaire du parti dont les deux principaux dirigeants sont Joachim Yhombi Opango, et Denis Sassou-Nguesso, respectivement président et ministre de la Défense. Le nouveau régime militaire congolais se veut progressiste et se rapproche du bloc communiste : sur ordre de Sassou, une rafle est organisée et plus de 400 Cabindais sont écroués à la base aérienne de Pointe-Noire sous surveillance de soldats cubains<sup>44</sup>. Perçus comme responsable des déboires du mouvement, des cadres militaires du FLEC décident de se liguer contre Nzita et fondent une nouvelle organisation : le Commandement militaire de libération du Cabinda (CMLC), dirigé par Marcelino Luemba Tubi. Pour la première fois dans l'histoire du FLEC, des combats fratricides ont lieu, opposant la tendance de Nzita désormais appelée FLEC-Forces armées cabindaises (FLEC-FAC, ou FLEC-noir) et le CMLC, faisant plusieurs centaines de morts.

Sur le plan politique, le CMLC nomme un Muyombé, Francisco Xavier Lubota, « Premier ministre » en exil du FLEC-Franque, puis chef militaire en 1979, l'année où le président José Eduardo Dos Santos prend le pouvoir. Mais Lubota est accusé d'imposer un culte autour de sa personne, et ses liens avec la secte Moon – qui lui fournit un soutien logistique, y compris l'entraînement de membres du CMLC dans des camps de la Ligue anti-communiste mondiale (WACL) en Corée du Sud –, ainsi que sa tendance à s'entourer principalement de membres de son ethnie Yombe, provoquent

---

42. B. Bissonette, « The Angolan Proxy War: A Study of Foreign Intervention and its Impact on War Fighting », these présentée à la faculté de l'US Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, 2008, disponible sur : [www.dtic.mil/cgi-bin/](http://www.dtic.mil/cgi-bin/).

43. Entretien, Commandant Rotula, FLEC-FAC, avril 2016.

44. Voir A.-M. Kouango, *Cabinda. Un Koweït africain*, op. cit., p. 99.

l'éclatement du CMLC en plusieurs factions, parmi lesquelles celle du FLEC-Lubota<sup>45</sup> (aussi connu sous le nom de FLEC Jaune) et du FLEC-Position Militaire (FLEC-PM) qui voit le jour en 1983 dans le camp de réfugiés de Kimbianga au Zaïre. De son côté, le FLEC-FAC est aussi victime d'une nouvelle scission, suite à la création du Front pour la libération nationale de l'enclave du Cabinda (FLNEC) dirigé par Bonifacio Zanga Mambo, un ancien fidèle de Nzita. De son côté, le FLEC-Ranque Franque, désormais connu sous le nom de FLEC-originel (FLEC-O) depuis l'éclatement du FLEC en 1977, poursuit ses efforts diplomatiques dans la région, notamment à Kampala où il proclame en 1975 l'indépendance du Cabinda lors d'un sommet de l'OUA alors divisé autour de la question angolaise. Nzita en fait de même, annonçant la constitution d'un gouvernement cabindais en exil basé à Paris la même année.

## Pétro-guérilla et kidnappings

Au début des années 1980, alors que le mouvement séparatiste est divisé en au moins quatre factions, et que la guerre civile bat son plein en Angola, l'enclave suscite à nouveau les convoitises des puissances régionales et internationales. Certains cadres du FLEC historique, lassés de la lutte armée mais conscients que la protection de l'enclave demeure l'une des priorités stratégiques du MPLA, décident de se rapprocher de l'UNITA et l'Afrique du Sud. Grâce à l'aide logistique sud-africaine visant principalement les sites d'exploitation pétrolière, l'UNITA décide de constituer une unité de combat cabindaise, appelée UNIFLEC (ou FLEC-UNITA). Parmi ses actions se distingue le bombardement d'un oléoduc près de Tshiowa tuant neuf personnes le 14 juillet 1984. Le 21 juillet 1985, les hommes de Savimbi frappent à nouveau en abattant un hélicoptère de Chevron, et sabotent plusieurs oléoducs l'année suivante. Le 19 mai 1985, un commando sud-africain tente aussi de mener une attaque contre les réservoirs de stockage de pétrole à la base Malongo de Chevron, mais échoue face à la résistance farouche des FAPLA, soutenues par l'armée cubaine<sup>46</sup>. L'ironie de l'histoire fera qu'à plusieurs reprises, ce sont les troupes cubaines qui défendirent les installations américaines de Chevron

---

45. Suite à un grave accident, François Xavier Lubota est alors contraint de mettre fin provisoirement à ses activités, et le FLEC-Lubota sera éclipsé de la scène indépendantiste pendant plus d'une décennie. Lubota créa plus tard sa propre organisation, le Mouvement populaire de libération du Cabinda (MPLC), avant de revenir comme chef du groupe politico-militaire, le Front démocratique cabindais (FDC), au milieu des années 90.

46. Voir K. Reed, *Crude Existence. Environment and the Politics of Oil in Northern Angola*, Berkeley (CA), University of California Press, 2009, p. 67.

contre des incursions de l'UNITA et commandos sud-africains, eux-mêmes soutenus par le gouvernement américain<sup>47</sup>.

Pour le FLEC, bien que le sabotage économique – explosion d'oléoducs ou destruction de biens d'entreprises étrangères – soit un moyen de faire pression sur le gouvernement et Chevron, ses dirigeants sont plutôt réticents à attaquer des services publics ou corridors de transport, puisqu'elles se font généralement au détriment de la population. Au début des années 1990, le ciblage des sociétés étrangères s'accroît. C'est ainsi que le 19 octobre 1990 le FLEC kidnappe un citoyen américain employé de la société Chevron, Brent Swan<sup>48</sup>. En mars et avril 1992, des militants attaquent des bus appartenant à la compagnie Chevron, et lancent, le 14 mai, une attaque au mortier contre un poste de police, dans laquelle 25 obus frappent une installation de Chevron située à proximité. Quelques mois plus tard, le FLEC avait aussi attaqué un convoi de huit véhicules appartenant à une société américaine (quatre morts et un blessé). En 1994, un employé de Chevron avait été grièvement blessé à la suite d'une attaque du FLEC sur le terminal de Malongo. L'UNITA, pour sa part, a tenté de prendre le contrôle de l'enclave à plusieurs reprises, mais s'est heurté à une résistance acharnée du MPLA. Edward DeJarnette, chef du bureau de liaison des États-Unis en Angola, avait alors averti Savimbi que « si la production de pétrole cabindais venait à être interrompue, les États-Unis couperaient alors tout soutien à l'UNITA<sup>49</sup> ». L'UNITA cessa aussitôt de cibler les installations pétrolières de l'enclave.

C'est dans ce contexte qu'est créée en 1985 une nouvelle dissidence du FLEC, l'Union nationale pour la libération du Cabinda (UNALEC). Dirigée par Afonso Massanga, ancien responsable de la zone militaire sud du FLEC. L'UNALEC rejette toute négociation avec Luanda, mais suite à un désaccord avec le co-fondateur du mouvement, Bernardo Conde, Massanga décide de fonder un nouveau groupe, le Mouvement de résistance pour l'indépendance totale du Cabinda (MRITC). Faisant écho à l'UNITA, le MRITC prône l'indépendance « totale » de l'enclave, et écarte toute possibilité de négociation avec le gouvernement sur un projet d'autonomie<sup>50</sup>.

---

47. Voir M. Mas, « Cabinda, une enclave convoitée », *Le Monde diplomatique*, octobre 1986, disponible sur : [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr).

48. Commission des recours aux réfugiés, « Les indépendantistes dans l'impasse au Cabinda », 24 août 2004, disponible sur : [www.commission-refugies.fr](http://www.commission-refugies.fr).

49. Voir « Oil Enclave in Panic over Unita Threat », *The Independent*, 26 janvier 1993, disponible sur : [www.independent.co.uk](http://www.independent.co.uk).

50. La même année, un autre mouvement, l'Union nationale de libération du Cabinda (UNLC), dirigé par Luis Carneiro Gimby, voit alors le jour au Gabon. Également appelé FLEC-UNLC ou FLEC-Union, ce mouvement parrainé par Omar Bongo s'engage dans des négociations avec le

Depuis la fin des années 1970, alors que la lutte armée est menée par au moins quatre organisations militaires indépendantistes<sup>51</sup> (FLEC-FAC, CMLC, FLEC-Lubota, UNALEC/MRITC, FLEC-PM), s'affrontant autant les unes les autres qu'avec les troupes angolaises et cubaines, le kidnapping devient le *modus operandi* préféré du mouvement : le 29 novembre 1994, le FLEC-R enlève deux expatriés polonais ; en janvier 1997, trois Sud-Africains et un ressortissant de São Tomé et Príncipe sont enlevés par le FLEC-FAC ; en février 1997, le FLEC-R enlève aussi deux employés de la compagnie malaysienne Inwangsa SDN-timber<sup>52</sup>. Ces campagnes d'enlèvement ont un objectif clair : le FLEC y voit un moyen de financer ses opérations mais aussi et surtout mobiliser l'attention internationale. Toujours est-il que cette stratégie a aussi accentué la fragmentation au sein du mouvement séparatiste. En 1992 est annoncée la constitution d'un nouveau groupe, le FLEC-démocratique (FLEC-D) et sa branche armée, les Forces armées nationales du Cabinda (FANCA), semant davantage de confusion auprès des acteurs internationaux. Dirigé par un ancien fidèle de Nzita, Yumba Di Tshibuka, ce groupe n'est toutefois pas reconnu par les autres factions du FLEC, qui voient dans le FLEC-D un mouvement opportuniste créé dans le seul but de récupérer l'argent des rançons<sup>53</sup>.

---

gouvernement angolais autour d'un projet d'autonomie, ce qui lui vaut d'être taxé de traître par les autres tendances du FLEC. Switzerland: State Secretariat for Migration (SEM), « Angola – Feuilles d'information sur les pays », 1 février 1998, disponible sur : [www.refworld.org](http://www.refworld.org). L'UNLC est toutefois perçue comme l'un des mouvements les plus fiables, sa ligne de conduite étant guidée par la recherche d'une solution négociée au problème cabindais et le maintien de contacts avec le gouvernement angolais. Voir J.-M. Mabeko-Tali, « La question de Cabinda : séparatismes éclatés, habiletés luandaïses et conflits en Afrique centrale », Lusotopie, 2001.

51. Déjà en janvier 1977, trois techniciens français de l'entreprise de travaux publics Fougerouge avaient été enlevés au Congo-Brazzaville alors qu'ils travaillaient à la modernisation du chemin de fer Congo-Océan. L'attaque avait fait 12 morts.

52. Un des otages est mort de dysenterie tandis que le second fut libéré contre une rançon de 400 000 dollars. En avril 1998 le FLEC-FAC avait enlevé neuf Angolais et deux Portugais, relâchés quelques mois plus tard contre une rançon de 500 000 dollars. En mars 1999, le FLEC-R enleva aussi cinq employés de Byansol Oil – deux Français, deux Portugais, et un Angolais. En mars 1999, le FLEC-FAC enleva deux Portugais et deux Français travaillant pour Boyangol, une filiale du groupe français Bouygues.

53. Voir « Rebels Serious », *The Namibian*, Vol. 2, n° 614, 22 juillet 1992.

# L'après-guerre froide : deux décennies entre négociations ratées et lutte armée

Depuis la fin de la guerre froide, la rébellion cabindaise est devenue résiduelle. Elle oscille entre négociations ratées et répression militaire et aucune de ces deux options n'a porté ses fruits. Les mouvements cabindais sont trop désunis pour entrer dans une véritable logique de négociation et le régime angolais a cru (et croit peut-être encore) pouvoir en finir une bonne fois pour toutes avec le FLEC par la force. Or depuis plus de 20 ans, l'échec de l'option militaire n'a d'égal que l'échec de l'option négociée.

## La dialectique des négociations

Les tentatives de négociations vont de pair avec les tentatives de mettre de la cohérence dans le séparatisme cabindais. Au début des années 1990, après la fin de la guerre froide, les guérilleros cabindais sont abandonnés à leur sort. En 1991 les soldats cubains quittent l'Angola, et les militaires sud-africains se retirent de la Namibie. Conformément à l'accord de paix de Bicesse<sup>54</sup>, des élections sont organisées le 9 et 30 septembre 1992, mais le taux de participation enregistré dans l'enclave demeure extrêmement faible (estimé entre 7 et 12 %<sup>55</sup>). Vu le contexte international qui tend à la normalisation, d'anciens cadres du FLEC décident de se reconvertir et de créer des mouvements politiques, tel que le Rassemblement démocratique du peuple cabindais (RDPC) dirigé par Nestor Salomão, l'Union démocratique du Cabinda (UDC) de Joana Fernanda Saco, et plus tard le Mouvement pour le rassemblement du peuple cabindais (MRPC) de François Xavier Lubota.

À l'initiative du gouvernement angolais, une réunion visant à réunir les différentes factions du FLEC, est organisée à Lisbonne le 11 novembre 1991 et aboutit à la formation d'un Conseil Suprême de Coordination

---

54. En mai 1991, des accords prévoyant la démobilisation et le désarmement des armées du MPLA et de l'UNITA ainsi que leur regroupement au sein d'une armée unique et la tenue d'élections générales libres sont signés à Bicesse en Angola.

55. Voir C. Musila, « L'enclave angolaise de Cabinda : un conflit ancien au parfum de pétrole », fiche d'analyse, Irénées, 2015, disponible sur : [www.irenees.net](http://www.irenees.net).

(FLEC-CSC). Mais ne disposant pas de l'appui des mouvements politico-militaires actifs sur le terrain, le CSC est une entité politique mort-née. En 1992, Ranque Franque (exilé au Canada depuis la fin des années 1970) tente alors de renouer avec le gouvernement angolais. Au grand dam de Nzita Tiago, il est reçu par le chef de l'État angolais, José Eduardo dos Santos, en grande pompe à Luanda. Ranque Franque donne alors son aval au projet gouvernemental de « statut spécial » pour l'enclave inspirée du modèle d'autonomie avancée des îles portugaises des Açores et Madère. À la suite de ce compromis, une timide ouverture politique se produit : le FLEC-Franque est autorisé à ouvrir une représentation à Tshiowa sous l'appellation de « FLEC intérieur », mais cela lui vaut de violentes critiques, notamment de la part du FLEC-FAC, qui pour sa part obtient lui aussi l'autorisation d'installer un « Comité pilote de l'intérieur<sup>56</sup> ».

L'opportunité de négociation oblige les mouvements cabindais à se rapprocher. En 1996, lors de réunions à Paris et Bruxelles, une nouvelle alliance, le Forum des nationalistes cabindais (FONAC), est formée en vue de négocier avec le gouvernement angolais<sup>57</sup>. Il s'agit d'une plateforme regroupant le FLEC-FAC de Nzita, le FLEC-R de Tibúrcio, le FLEC Originel de Ranque Franque, le FDC d'Itoula et Lubota, l'UNALEC de Conde, le MRITC de Massanga, l'UNLC de Ngimbi Carneiro, le RDPC de Menga, et le Comité pour l'indépendance du Cabinda (CIC) de Belchior Tati.

---

56. Voir Mabeko-Tali, « La question de Cabinda », *op. cit.*

57. Voir « Réunion ratée des Cabindais autonomistes à Bruxelles », *Lettre du Continent*, n° 203, 20 janvier 1994.

### Implantation des groupes de guérilla en 1995-1996



*Commission des recours aux réfugiés, « Les indépendantistes dans l'impasse au Cabinda », 24 août 2004*

Dix ans plus tard, une nouvelle tentative de réunification des mouvements cabindais a eu lieu en Europe. En 2004 à Helvoirt aux Pays-Bas, le FLEC-FAC, FLEC-R, et FDC décidèrent de se regrouper au sein du Forum cabindais pour le dialogue (FCD) afin de négocier avec le gouvernement angolais. Le FCD se distinguait parce qu'il comprenait autant des représentants de la société civile et du clergé tel que le président de l'association Mpalabanda, Agostinho Chicaia, et le père Raul Tati, que

des différentes factions militaires<sup>58</sup>. Loin d'être la première formation du genre, cette plateforme apparaissait alors plus crédible que ses prédécesseurs dans la mesure où elle bénéficiait du soutien du clergé catholique cabindais et avait abouti à la création du *Nkoto Likanda* (ou Conseil national du peuple Cabindais, CNPC), ainsi que la création d'une structure militaire, les Forces armées cabindaises unifiées (FACU).

Le gouvernement angolais a torpillé ces initiatives de rapprochement en pratiquant la stratégie des négociations séparées avec des mouvements séparatistes rivaux. Ainsi le 7 et 8 juin 1995 le FLEC-R a accepté d'entamer des discussions avec le gouvernement angolais au Mont Etjo en Namibie. Deux mois plus tard une deuxième rencontre a eu lieu dans la localité du Midgard Lodge en Namibie, aboutissant à une trêve de quatre mois. En novembre 1995, des émissaires du gouvernement angolais entament des pourparlers séparément avec le FDC, provoquant une nouvelle rupture au sein de ce dernier. En 1996 les négociations avec le FDC tournent court en raison d'une conjoncture particulière : d'un côté le rapprochement entre le régime et des cadres du FLEC-R<sup>59</sup> et, de l'autre, une scission du FDC selon des clivages linguistiques<sup>60</sup>. En avril 1996 les autorités angolaises commencent aussi à négocier avec le FLEC-FAC sous l'égide d'Omar Bongo du Gabon et son ministre des affaires étrangères Jean Ping. Cette

58. Pour une analyse de l'importance du clergé cabindais, voir J.-M. Mabeko-Tali, « La question de Cabinda », *op. cit.*, p. 49-62.

59. Passant outre les instructions du « Conselho Central » du FLEC-Rénové, le président du parti, José Tiburcio Zinga Luemba, et le « Secrétaire à la défense et à la sécurité » Jorge Victor Gomes, avaient alors accepté de rencontrer les émissaires du gouvernement angolais à Brazzaville. Cette manœuvre avait provoqué une purge au sein du parti, les deux hommes ayant été relevés de leur poste lors d'une réunion extraordinaire qui a eu lieu le 24 janvier 1997. Le FLEC-R nomme ensuite António Bento Bembe à la tête du mouvement, et le Colonel Arthur Tchibassa – véritable homme fort du FLEC-R – a été nommé à son tour « Secrétaire général » du mouvement. Voir J.-M. Mabeko-Tali, « La question de Cabinda », *op. cit.*

60. Selon Mabeko-Tali, « le cas du FDC de Francisco Xavier Lubota (président) et Norbert Itoula (secrétaire général) est sans doute le plus caricatural de la relation dialectique entre la question cabindaise et les problèmes internes des pays de la région, notamment les deux Congo. Il faudrait sans doute ajouter, pour aller dans le détail de ces oppositions, que l'assemblage de lusophones et de francophones dans ces mouvements ajoute également aux facteurs de divergences. C'est en tout cas ce qui semble avoir été le cas dans la scission du FDC. Culturellement et intellectuellement, Norbert Itoula et Francisco Xavier Lubota ont en effet grandi dans des univers linguistiques et culturels différents. Le premier est un pur produit de l'intelligentsia et de l'université congolaises, et ancien activiste des mouvements étudiants congolais dans les années 1960 et 1970, notamment de l'UGEEC, alors que le gros des combattants de ce mouvement était lusophones. Ce fait semble avoir beaucoup pesé dans la dissidence menée par le second ». Voir J.-M. Mabeko-Tali, « La question de Cabinda : séparatismes éclatés, habiletés luandaïses et conflits en Afrique centrale », *Lusotopie*, 2001.

effervescence de négociations conduit des opportunistes à semer plus de confusion dans le paysage des FLECs<sup>61</sup>.

Lors de la seconde tentative de rapprochement des mouvements cabindais, le gouvernement angolais a employé la même méthode pour diviser et coopter les différents courants cabindais. En effet, quelques mois après la signature des accords d'Helvoirt entre mouvements cabindais, le secrétaire général du FCD, Antonio Bento Bembe, est arrêté par Interpol aux Pays-Bas pour son implication présumée dans l'enlèvement en 1990 du citoyen américain et employé de Chevron, Brent Swan. Pendant sa détention aux Pays-Bas, Bembe est auditionné par des membres des services de renseignement angolais. La suite n'est pas claire ; il semble que Bembe ait réussi à quitter le pays grâce à un passeport diplomatique angolais et, quelques semaines plus tard, ce dernier soit réapparu au Congo-Brazzaville, se présentant comme l'interlocuteur choisi par Luanda dans le cadre d'une recherche de règlement du dossier cabindais. En position de force, Luanda va présenter Bembe, en tant que secrétaire-général du FCD, comme un interlocuteur important pour signer le protocole d'accord de paix et réconciliation<sup>62</sup> de Namibe en 2006, mais le président du FCD Tiago Nzita émet rapidement un communiqué dénonçant l'accord et déclarant l'expulsion de Bembe du FCD. Il annonce aussi la reprise des hostilités par les FACU.

## Une répression presque victorieuse

La géopolitique régionale est devenue défavorable au séparatisme cabindais au tournant du siècle. Ce dernier a accumulé les revers militaires au point de faire croire à sa disparition jusqu'à cette année.

---

61. En 1996, un exilé cabindais, Benicio Mavoungou, ancien membre du groupe de Jean Kay, s'est autoproclamé président du Cabinda, et a constitué un gouvernement en exil à Vilvoorde, dirigé par Luis Antonio Lopes, ex-représentant du FLEC-FAC à Paris. Puis, ce dernier s'est à son tour autoproclamé président du Cabinda et a fondé une nouvelle organisation politique, le Front de libération de l'État du Cabinda (FLEC), dépourvue de groupe militaire au Cabinda. Cette organisation, qui a ouvert un bureau en France à Brie-Comte-Robert, délivre des passeports et des cartes d'identité cabindais, sans valeur légale. Chacune des organisations indépendantistes est dotée de son propre drapeau cabindais aux iconographies très différentes, et a constitué un gouvernement en exil.

62. Selon l'accord, 615 membres du FLEC-R sont intégrés au sein des FAA (y compris 2 généraux, 3 lieutenant-généraux, 7 brigadiers, 9 colonels, 5 lieutenant-colonels, 15 majors, 31 capitaines, 44 lieutenants, 224 privés, ainsi que 113 membres dans la police nationale. Les responsables du FLEC reçoivent aussi six postes clés au sein de la firme paraétatique Sonangol, quatre postes au sein du gouvernement national (un ministre sans portefeuille et trois secrétaires d'état dans les domaines du pétrole, de l'intérieur, et de la sylviculture,; ainsi que des postes dans le gouvernement provincial cabindais (y compris le vice-gouverneur provincial et quelques autres postes de directeur provincial).

La chute du régime de Mobutu en 1997 et la fin de la guerre civile au Congo-Brazzaville privent les séparatistes cabindais de leurs soutiens traditionnels dans la région. Quelques mois après l'entrée des troupes de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL) à Kinshasa, le 21 décembre 1997 plusieurs dirigeants du FLEC, parmi lesquels José Tiburcio Zinga Luemba du FLEC-R et Emmanuel Nzita du FLEC-FAC, sont arrêtés à Kinshasa par les forces de sécurité de Laurent-Désiré Kabila<sup>63</sup>. La prise du pouvoir par l'AFDL signifie aussi que l'UNITA perd ses lignes d'approvisionnement et sa capacité de mobilisation le long de la frontière zairo-angolaise, l'obligeant à retirer ses effectifs présents au Cabinda afin de venir en soutien aux troupes encerclées. De l'autre côté du fleuve, la fin de la guerre civile au Congo-Brazzaville et la reprise du pouvoir par Sassou-Nguesso – grâce à l'intervention massive de l'armée angolaise – contraignent le FDC à démanteler ses bases au Congo-Brazzaville, et il perd le soutien des milices de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) de Pascal Lissouba. Le FLEC-R se retrouve lui aussi dans la ligne de mire de Sassou-Nguesso pour s'être auparavant engagé avec l'UNITA aux côtés des troupes de l'UPADS, et est rapidement sommé de quitter le territoire. Dans l'autre Congo, les choses ne vont pas mieux pour le FLEC-FAC<sup>64</sup>. Suivant un jeu de bascule classique, après la rupture entre Laurent-Désiré Kabila et ses alliés rwandais et ougandais, le président congolais se tourne vers Luanda. L'armée angolaise entre sur le territoire congolais pour aider Kabila contre ses alliés d'hier et en profite pour éliminer des membres présumés du FLEC-FAC et rapatrier de force des réfugiés du camp de Seke-Zola<sup>65</sup>.

La mort du chef historique de l'UNITA, Jonas Savimbi, en février 2002 représente un autre coup dur pour le séparatisme cabindais. Cette élimination aboutit à la fin du conflit angolais, ce qui permet ensuite au MPLA de rediriger ses efforts militaires sur l'enclave. En position de force, le gouvernement lance l'opération *Vassoura* afin de « pacifier l'enclave par la force<sup>66</sup> ». Plus de 50 000 FAA sont alors déployés dans l'enclave, alors que les effectifs du FLEC<sup>67</sup>, toutes tendances confondues, sont chiffrés à

---

63. Ils ont été relâchés après l'intervention de l'Office du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) auprès des autorités congolaises. Entretien, président du FLEC-FAC, Emmanuel Nzita, mai 2016.

64. Pour une géographie de l'implantation des différents groupes de guérilla en 1996-1996, voir carte 4.

65. L. Epimi Guia, « Les interventions militaires de l'Angola dans les deux Congos : enjeux et perspectives », DESC-WONDO.ORG, 28 décembre 2013, disponible sur : <http://desc-wondo.org>.

66. K. Reed, *Crude Existence. Environment and the Politics of Oil in Northern Angola*, Berkeley (CA), University of California Press, 2009, p. 147.

67. Les combats avaient aussi déplacé près de 45 000 personnes et de nombreux villages de l'intérieur « nettoyés » de la carte, leurs habitants ayant fui ou péri dans les attaques. La plupart

près de 2 000. Les FAA prennent d'assaut les bastions traditionnels du FLEC, y compris le quartier général du FLEC-FAC à Kungo-Shonzo, démantelé au bout de deux mois de combats<sup>68</sup>. Pour sa part, le FLEC-R se montre plus résistant dans la mesure où il réussit à se fondre facilement au sein des populations du sud de l'enclave, en particulier dans l'agglomération de Tshiowa<sup>69</sup>.

## La mobilisation de la société civile étouffée dans l'œuf

Après ces revers militaires, bon nombre de cadres du FLEC sont contraints à l'exil et la lutte armée ne paraît plus être une option réaliste. Ne croyant plus à la lutte armée, certains se sont alors reconvertis dans la société civile et en juillet 2003, avec l'appui d'Open Society Foundation, une conférence est organisée à Chiloango dans le but de réunir toutes les tendances cabindaises militaires, politiques et sociales. Présidée par le père Jorge Casimiro Congo, l'une des figures de proue de la fronde catholique cabindaise contre la Conférence épiscopale de l'Angola et de São Tomé (CEAST), cette conférence aboutit à la création de l'association Mpalabanda (Associação cívica de Cabinda). Mais l'association se retrouve rapidement dans la ligne de mire du pouvoir à cause de ses rapports accablants qui détaillent les exactions commises par les FAA dans l'enclave, mais aussi celles du FLEC<sup>70</sup>.

Même si elle se veut apolitique, Mpalabanda est indubitablement « le symbole d'une nouvelle manière de faire de la résistance : en se plaçant au-

---

furent répartis entre Nlundu-Matende, Kimbianga, Nfuiki et Seke-Zola pour le Congo-Kinshasa, et Kondi-Mbaka, Malolo, Hinda et Mavouadi pour le Congo-Brazzaville. Des médias avaient aussi rapporté la disparition de 22 villages dans les municipalités de Buco Zau entre octobre 2002 et janvier 2004, et dans la municipalité de Belize, sept villages avaient été dépeuplés de force ou abandonnés. Les FAA avaient aussi forcé 500 familles provenant d'Alto Sundi, une base du FLEC près de Belize, à se réinstaller près de Necuto. En tout, 59 villages furent dépeuplés ou rayés de la carte par les FAA lors de l'opération *Vassoura*. Voir . Reed, *Crude Existence, op. cit.*

68. Voir J. Gomes Porto, « Occasional Paper 77 – Cabinda: Notes on a soon-to-be-forgotten war », Institute for Security Studies, août 2003, disponible sur : [www.issafrika.org](http://www.issafrika.org).

69. Le secrétaire général du FLEC-R, Arthur Tchibassa, est tout de même arrêté à Kinshasa dans une opération conjointe entre le FBI et l'ANR congolaise. Tchibassa sera extradé, et emprisonné à Washington pour des faits remontant à octobre 1990 alors qu'il faisait partie du FLEC-PM, notamment liés à l'enlèvement de Brent Swan en 1991.

70. Voir Comissão ad hoc para os direitos humanos em Cabinda et Open Society, « Terror em Cabinda. 10 Relatório sobre a violação dos direitos humanos no território », Cabinda, Luanda, décembre 2002, et « 20 Relatório : Cabinda 2003 – Um ano de terror », Cabinda, 2003 ; Mpalabanda associação cívica de Cabinda et Open Society, « 30 Relatório sobre a situação dos direitos humanos em Cabinda – Cabinda, o Reino da Impunidade 2004 », Cabinda, 30 janvier 2005, et « 40 Relatório sobre a situação dos Cabinda – Cabinda entre a verdade e a manipulação 2005 », Cabinda, 4 avril 2006.

dessus des querelles et fractionnements des mouvements indépendantistes armés, et surtout en investissant et en mobilisant le champ politique urbain dans l'enclave, sous couvert d'associationnisme civique<sup>71</sup> ». Soucieux de réfuter les rumeurs selon lesquelles il craignait l'association, le gouvernement avait initialement approuvé une marche de l'organisation à Tshiowa en juillet 2004, mais celui-ci ne s'attendait pas à ce que des dizaines de milliers de Cabindais inondent les rues, arborant des slogans tels que « le peuple veut la paix » et « dialogue tout de suite ». Inquiété par cette mobilisation populaire, le gouvernement décide d'interdire Mpalabanda en juin 2006, sous prétexte de liens avec les guérilleros du FLEC.

Mais si l'interdiction de Mpalabanda sonne le glas de la mobilisation de la société civile cabindaise, elle l'est tout autant pour le clergé catholique cabindais<sup>72</sup>. En effet, le clergé indépendantiste avait trouvé dans cette association une voix pour véhiculer son message dans un cadre autre que celui de leur office religieux. En 2005, alors que l'évêque Dom Paulino Fernandes Madeca se prépare à prendre sa retraite, le diocèse de Luanda nomme l'évêque angolais Dom Filomeno do Nascimento Vieira Dias, un cousin du plus fidèle conseiller du président Dos Santos : le général Manuel Hélder Vieira Dias, dit « Kopelipa<sup>73</sup> ». Du coup, une épreuve de force s'engage au sein du clergé cabindais : des manifestants réunis devant l'église *Imaculada Conceição*, exigent la nomination d'un natif de l'enclave, mais les policiers sur place répriment la foule. L'administrateur du diocèse du Cabinda, le père Eugénio Dal Corso, riposte lui aussi en demandant la fermeture de l'église et la suspension du père Congo. Depuis lors, deux factions se sont défiées au sein de l'Église catholique, avec d'un côté les frondeurs basés à l'église São Tiago à Tshiowa, tandis que l'évêque Vieira Dias a continué d'officier dans la partie officielle de ce que les frondeurs appellent « la défunte Église catholique » cabindaise<sup>74</sup>, jusqu'à sa nomination à l'archevêché de Luanda par le Pape François en décembre 2014. Cette nomination à la plus haute instance ecclésiastique du pays fait

---

71. Voir « Entre économie rentière et violence politico-militaire. La question cabindaise et le processus de paix angolais », *Politique africaine*, n° 110, juin 2008, p. 15-16.

72. Comme le FLEC, le clergé cabindais, est à la fois victime de stratégie de cooptation, mais aussi un microcosme du messianisme qui caractérise la société Kongo à l'échelle régionale. Parmi les douzaines de mouvements présents dans la région, on compte les Kimbanguistes, Lassystes, la secte Mayangi (Cabinda), les Moonistes, le Ngouzisme, la Mission des Noirs, le Mantsouisme, les sectes Tonsi et Bola-Mananga. Voir P.-E. Joset, « Quelques mouvements religieux au Bas-Congo et dans l'ex-Afrique équatoriale française », *Journal of Religion in Africa*, vol. 1, fasc. 2, 1968, p. 101-128.

73. Voir « Entre économie rentière et violence politico-militaire », *op. cit.*

74. *Ibid.*

l'objet de nombreuses critiques, aggravées par le fait qu'aucun remplaçant n'a été à ce jour nommé au diocèse du Cabinda<sup>75</sup>.

## La fin du FLEC et l'attaque contre la Coupe d'Afrique des nations

Entre 2006 et 2010, la répression angolaise est victorieuse et l'attaque du FLEC contre l'un des bus de l'équipe nationale de football du Togo un jour avant la cérémonie d'ouverture de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), le 8 janvier 2010, fournit à Luanda le prétexte idéal pour accentuer sa pression militaire.

Alors que la CAN est organisée par l'Angola, l'un des bus de l'équipe nationale de football du Togo est attaqué par des hommes du FLEC en route vers le stade de Chiaza à Cabinda *via* Pointe-Noire. L'incident fait trois morts, y compris des membres du staff technique de l'équipe togolaise, suscitant un tollé international. Dans la foulée, Rodrigues Mingas, ancien cadre du FLEC et descendant de la « royauté cabindaise », revendique l'attaque au nom d'un mouvement défunt depuis les années 1990, le FLEC-Position Militaire<sup>76</sup>. Un autre mouvement, celui du Front de libération de l'État de Cabinda (ou FLEC-Lopes), actif dans les années 1990 et connu notamment pour avoir distribué des « cartes d'identité cabindaises », refait alors surface et revendique à son tour l'attentat depuis Paris<sup>77</sup>. Le FLEC-FAC, pour sa part, dément toute implication et pointe du doigt les services de renseignement du MPLA<sup>78</sup>. Le gouvernement, résolu à sauver la face, lance une répression tous azimuts, menant des incursions dans les pays voisins afin de neutraliser des membres du FLEC<sup>79</sup> et arrêtant de nombreux représentants de la société civile associés de près ou de loin à l'organisation Mpalabanda. Les opérations offensives en RDC et au Congo-Brazzaville se poursuivent sans laisser de répit au FLEC. En novembre 2012, des éléments FAA ont fait incursion dans la forêt de Mabunduka, au groupement Mbemba dans le

---

75. Voir « Diocese de Cabinda está há um ano sem bispo diocesano », *Folha 8*, 8 décembre 2015, disponible sur : <http://jornalf8.net>.

76. Voir « A Cabinda, nous sommes en guerre et tout est permis », *Libération*, 11 janvier 2010, disponible sur : [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr).

77. Voir « Guerrilhas virtuais geram confusão sobre a autoria do ataque », *Ibinda.com*, 9 juillet 2010, disponible sur : [www.ibinda.com](http://www.ibinda.com).

78. Entretien, responsable du FLEC-FAC basé en Europe, avril 2016.

79. En mars 2011, les FAA sont accusés de la mort du commandant Gabriel Nhemba « Pirilampo », chef d'État-major du FLEC fidèle à Nzita Tiago, ainsi que de l'assassinat du commandant Mauricio Sabata deux semaines plus tard. Voir « "Pirilampo" líder militar da FLEC/FAC encontrado morto no Congo Brazzaville », *RFI Português*, 11 mars 2011, disponible sur : <http://pt.rfi.fr> et « Cabinda: Mais um General da FLEC-FAC morto em emboscada das FAA », *VOA Português*, 21 mars 2011, disponible sur : [www.voaportugues.com](http://www.voaportugues.com).

territoire de Tshela, à plus de 200 kilomètres à l'ouest de Matadi au Bas-Congo<sup>80</sup>. Ces incursions vont même jusqu'à provoquer un incident diplomatique entre Luanda et Brazzaville quand en 2013 dans le district de Kimongo, des soldats congolais sont pris en otage par les FAA et conduits du côté angolais<sup>81</sup>. Le gouvernement a aussi durci la répression contre la société civile, comme en témoigne l'arrestation d'anciens dirigeants de Mpalabanda<sup>82</sup>, tels que de José Francisco Luemba, Belchior Lanso Tanti et José Zefarino Pauti en 2010, et Marcos Mavungo en mars 2015<sup>83</sup>.

Sur le plan politique, le séparatisme cabindais semble avoir perdu ses repères. À peine remis de la crise ayant secoué le mouvement séparatiste à la suite de l'accord de Namibe, une nouvelle scission – cette fois-ci d'ampleur historique – intervient au sein du FLEC-FAC. En juillet 2010, outrepassant les ordres du Nzita, le chef d'État-major Estanislau Boma et le vice-président Alexandre Tati se déplacent à Luanda et déclarent la fin du conflit. Aussitôt, le leader historique du FLEC-FAC, Nzita Tiago, riposte depuis Paris en expulsant Alexandre Tati, Estanislau Boma, José Veras et Carlos Moses – les quatre éléments constituant l'épine dorsale de l'aile armée du FLEC. Cette scission, bien qu'une parmi tant d'autres, illustre une nouvelle fracture au sein du FLEC, c'est-à-dire celle entre un FLEC « européen », avec ses factions établies en France, Belgique, Pays-Bas, Suisse et Portugal, et un FLEC « africain » représentant la branche armée sur le terrain. En effet, des décennies de lutte ont conduit à la « diasporisation » du mouvement séparatiste. D'autres mouvements de la diaspora cabindaise voient le jour, tels que le Forum libéral pour l'émancipation du Cabinda (FLEC), le Mouvement pour le rassemblement du peuple cabindais et pour sa souveraineté (MRPCS) de J.-P. Laranja basé à Matadi<sup>84</sup>, et le Front de libération de l'enclave du Kabinda (FLEK) dirigé par Afonso Massanga (l'ancien chef du l'UNALEC et du MRITC), désormais basé au Pays-Bas. Mais contrairement au FLEC-FAC, aucun de ces mouvements ne semble disposer d'une présence opérationnelle sur le terrain. Sous l'impulsion de Belchior Lanso Tati, ancien transfuge du

---

80. Voir « RDC : des militaires angolais de nouveau signalés dans le territoire de Tshela », *Radio Okapi*, 7 novembre 2012, disponible sur : [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net).

81. Les FAA occupent aussi quatre localités en plus de Pangui : Kimongo, Iloupaga, Yanza et Ngandambinda. Voir « Incident frontalier entre le Congo-Brazzaville et l'Angola », *Jeune Afrique*, 17 octobre 2013, disponible sur : [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com).

82. Voir « Angola Arrests a Third Rights Activist in Cabinda », Reuters, 17 janvier 2010, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com) et « Angola: trois arrestations au Cabinda », *Agence France-Presse*, 14 janvier 2010, disponible sur : <http://news.abidjan.net>.

83. Voir « Angola: Conviction of José Marcos Mavungo a Blatant Violation of Freedom of Expression », Amnesty International, 15 septembre 2015, disponible sur : [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org).

84. Voir « Le MRPCS dénonce l'agressivité de l'Angola contre les Cabindais et Congolais », *Le Phare*, 25 octobre 2011, disponible sur : [www.lephareonline.net](http://www.lephareonline.net).

FLEC-Franque, une nouvelle plateforme visant à réunir toutes les forces cabindaises, le Front consensuel cabindais (FCC), voit le jour en 2013. Prônant la non-violence, ce mouvement entend réunir toutes les forces cabindaises en son sein, mais ne voulant pas se soumettre à l'autorité de Tati, le FLEC-FAC refuse d'intégrer cette structure<sup>85</sup>.

---

85. Voir « "Queremos congregar todas as forças de Cabinda", Frente Consensual Cabindesa », *VOA Português*, 5 février 2015, disponible sur : [www.voaportugues.com](http://www.voaportugues.com).

# Conclusion : une rébellion sans fin ?

Comme tous les efforts de paix ont échoué, cette guérilla fantôme continue à hanter l'enclave mais sans que son équation historique fondée sur la division interne et l'exploitation des interstices stratégiques sous-régionaux ne change. Alors que beaucoup pariaient sur sa disparition, les hostilités ont repris dans l'enclave depuis février 2016, faisant plus de 200 morts selon les rebelles<sup>86</sup>. Contre toute attente, la rébellion fait de nouveau parler d'elle.

Le 18 février, suite à des combats armés ayant fait une dizaine de morts entre le 7 et 12 février près de Chivoco, dans la région de Massabi, ainsi que dans la localité de Buco-Zau, le FLEC a annoncé la reprise officielle des hostilités. Dix jours plus tard, le 29 février, 4 soldats FAA ont trouvé la mort près de Micuma dans la région de Buco-Zau et les attaques contre l'armée angolaise se sont multipliées<sup>87</sup>. Le 22 mars, le FLEC a émis un communiqué exhortant les « travailleurs étrangers » à quitter l'enclave. Fin mai, le raid contre une plateforme pétrolière dans le bloc O au large du Cabinda par des hommes se revendiquant du FLEC sonne comme un rappel historique de l'époque de la Guerre Froide pour les compagnies pétrolières.

L'histoire du FLEC reflétant les rapports de force régionaux, cette résurgence récente doit être analysée en fonction de la fragilisation des régimes concernés. Toute la sous-région est confrontée à une double crise, à la fois économique et politique. En effet, face à la chute des cours des matières premières, l'Angola subit depuis quelques années une crise économique sans précédent, une situation qui affecte particulièrement

---

86. Le gouvernement pour sa part a démenti à plusieurs reprises. Voir International Crisis Group, *CrisisWatch*, n° 151, 1 mars 2016.

87. Le 12 mars, un convoi FAA est également pris pour cible sur l'axe routier reliant Dingo à Inhuca. Le jour suivant, un autre convoi FAA tombe dans une embuscade entre Quissoqui and Caio Tembo, faisant 10 morts du côté FAA et 3 du côté du FLEC. Le 16 mars, le FLEC frappe à nouveau, cette fois-ci sur l'axe entre Boma Lubinda et Chivovo, infligeant 7 morts aux forces angolaises. En avril, le FLEC annonce avoir tué plus de 47 FAA dans la région de Necuto, plus de 14 FAA en mai, et 7 FAA les 25 et 26 juin dans la région de Miconje. Début août, le FLEC annonce avoir tué plus de 42 FAA, ainsi qu'une douzaine début septembre dans la région de Buco-Zau. Voir International Crisis Group, *CrisisWatch*, n° 153, n° 155, n° 157, et n° 158.

l'enclave<sup>88</sup> et à la lumière des élections prévues pour 2017, le pays se prépare pour un moment charnière dans son histoire politique. L'annonce par le président dos Santos de son intention de quitter la présidence en 2018 et le doute qu'il laisse planer sur sa succession ajoutent à l'incertitude quant à l'avenir du pays. De plus, les récentes nominations de ses enfants à des postes clés (sa fille Isabel à la tête de la compagnie para-étatique Sonangol, son autre fille Welwitschia et son fils José Filomeno au comité central du MPLA) mettent en exergue la dérive dynastique du régime. La RDC, le Gabon et le Congo-Brazzaville se retrouvent dans la même situation de double crise, la question de la pérennité des pouvoirs familiaux étant irrésolue dans un contexte de crise économique.

Par ailleurs, la division du mouvement cabindais reste une constante historique. La mort de Nzita Tiago à Paris le 2 juin 2016 a de nouveau fait apparaître les divisions profondes du mouvement, avec dans un premier temps l'auto-proclamation en tant que président du commandant Alexandre Tati, qui représente la branche africaine du mouvement, et le fils du défunt, Emmanuel Nzita, faisant de même deux jours après<sup>89</sup>. Bien que le conciliabule tenu à Bruxelles le 18 et 19 juin ait permis d'aplanir certaines divergences, rien n'indique que Tati compte se soumettre au fils Nzita. Malgré la déclaration d'un responsable du FLEC-FAC affirmant que « conforme à la tradition du dialogue propre aux Bakongos, la porte reste ouverte à une réunification des deux tendances », le mouvement séparatiste cabindais ne semble, pour l'heure, pas en mesure d'être plus uni aujourd'hui qu'hier.

---

88. « Situação económica de Cabinda piorou, admite Bento Bembe », *VOA News*, 16 août 2016.

89. « Angola : incertitudes autour de la succession de Nzita Tiago au sein du Flec-Fac », *RFI*, 10 juin 2016, disponible sur : [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr).

# Annexe 1 : Chronologie du nationalisme cabindais

1948-1959	Naissance des mouvements précurseurs du nationalisme cabindais. La COMCABI voit le jour en 1948, et l'Association des ressortissants de l'enclave de Cabinda (AREC) en 1959.
1961	Création du Mouvement de libération de l'enclave de Cabinda (MLEC). Soulèvement des Bakongo dans la Baixa de Cassange marquant le début de la guerre coloniale.
1962	Création du Comité d'action d'union nationale (CAUNC) et de l'ALIAMA (Alliance du Mayombe).
3-4 août 1963	Création du FLEC résultant de la fusion du MLEC de Ranque Franque, le CAUNC de Nzita, et l'ALIAMA d'Eduardo Sozinho.
Décembre 1963	Alphonse Massamba Debat devient président du Congo-Brazzaville et opte pour le socialisme bantou.
1965	Mobutu prend le pouvoir au Congo-Kinshasa.
1969	Marien Ngouabi devient président de la République du Congo-Brazzaville avec la création du Parti Congolais du Travail (PCT), proche du MPLA.
1974	Révolution des Œillets au Portugal. Quelques mois plus tard, en septembre, l'amiral rouge, Rosa Coutinho, prend le pouvoir et apporte un soutien total au MPLA.
1975	Proclamation de l'indépendance de la République populaire d'Angola par Agostinho Neto. Le FNLA et l'UNITA proclament à leur tour la République démocratique d'Angola à Huambo. Le FLEC déclare l'indépendance lors d'un sommet de l'OUA.
1977	Première scission du FLEC : le commandement militaire pour la libération du Cabinda (CMLC) est créé. De cette scission surgiront aussi d'autres mouvements comme le FLEC-Lubota.
1979	Éviction du général Yombi Opango de la présidence au Congo Brazzaville au profit du colonel Sassou-Nguesso, qui prend le pouvoir.
1983	Formation du FLEC-Position militaire (FLEC-PM) dans le camp de réfugiés de Kimbianga, Zaïre.

<b>1990</b>	Enlèvement de Brent Swan par le FLEC-PM, employé de la compagnie américaine Chevron, signalant le début d'une longue campagne d'enlèvements.
<b>1994</b>	Création du Forum des nationalistes cabindais (FONAC) regroupant le FLEC-FAC, FLEC-R, FLEC Originel, FDC, UNALEC, MRITC, UNLC, RDPC, et CIC.
<b>1996</b>	Signature des accords de Midgard Lodge et Libreville aboutissant à des trêves avec le FLEC-R et FLEC-FAC.
<b>2002</b>	Lancement de l'opération Vassoura qui prive le FLEC de sa base historique dans la forêt du Mayombe, Kungo-Shonzo.
<b>2004</b>	Création de Mpalabanda. Schisme au sein du clergé cabindais.
<b>2010</b>	Attaque contre un bus transportant des joueurs de l'équipe nationale du Togo lors de la coupe d'Afrique des Nations, faisant trois morts. Scission du FLEC-FAC.
<b>2011-2014</b>	Incursions à répétition des FAA dans les Congo voisins.
<b>Février 2016</b>	Reprise des hostilités dans l'enclave.
<b>Mai 2016</b>	Raid sur une plateforme pétrolière au large du Cabinda.
<b>Juin 2016</b>	Mort de Henriques Nzita Tiago, leader historique du FLEC-FAC. L'ancien vice-président du mouvement, Alexandre Tati, et le fils du défunt, Emmanuel Nzita, se disputent la présidence.

## Annexe 2 : Glossaire des principaux mouvements cabindais et bakongo

Mouvements politiques / groupes armés	Dirigeants	Base ethnique/sociale
<b>COMCABI</b> - Communauté cabindaise (1948)	Luis Ranque Franque	Woyo/Yombe
<b>AOECA</b> - Associação dos originários do enclave de Cabinda	Luis Ranque Franque,	Woyo/Bakwakongo/Bakochi
<b>ABAKO</b> - Alliance des Bakongo (1950-66)	Joseph Kasa-Vubu	Yombe
<b>UPA</b> (1954-1964) – União des populações du nord de l'Angola	Holden Roberto	Nsansala
<b>PDA</b> (1954-1963) – Partido Democrático de Angola	<i>information non disponible</i>	Zombo
<b>USML</b> (1956) – Union sociale des Maiombes de Luili	<i>information non disponible</i>	Yombe
<b>ALIAZO</b> (1956) – Alliance des peuples Zombo	<i>information non disponible</i>	Zombo
<b>NGWIZAKO</b> (1960) – Ngwizani a Kongo	<i>information non disponible</i>	Zombo/Sansala
<b>FPIKP</b> (1961) – Front patriotique pour l'indépendance du Kongo portugais	<i>information non disponible</i>	Sorongó
<b>MLEC</b> (1960-1963), Mouvement pour la libération de l'enclave de Cabinda	Luis Ranque Franque	Woyo
<b>MLIC</b> (1961-1962) – Mouvement de lutte pour l'indépendance du Cabinda	Alexandre Taty	Woyo
<b>CAUNC</b> (1962-1963) – Comité d'action d'union nationale cabindaise	Henriques Nzita Tiago	Lindi/Kotchi
<b>ALIAMA</b> (1962) – Allianca des Maiombe	Eduardo Sozinho	Yombe
<b>FLEC</b> (1963 - ) – Front de libération de l'enclave du Cabinda	Luis Ranque Franque	Woyo/Lindi/Yombe/Vili/Kochi/Kwakongo

<b>FLEC-FAC</b> (1963 - ) – Front de libération de l'enclave du Cabinda – Forces armées cabindaise	Henriques Nzita Tiago	Lindi/Kotchi
<b>CMLC</b> (1977-78) – Commandement militaire de libération du Cabinda	Marcelino Tubi Luemba	Yombe/Lindi/Woyo
<b>FLEC-Lubota</b> (1978-79)	François Xavier Lubota	Yombe
<b>FLEC-Position militaire</b> (1983)	<i>information non disponible</i>	<i>information non disponible</i>
<b>FLNEC</b> (1983) – Front pour la libération nationale de l'enclave du Cabinda	Bonifacio Zanga Mambo	<i>information non disponible</i>
<b>UNALEC</b> (1985) – Union nationale pour la libération du Cabinda	Bernardo Conde ; Afonso Massanga	<i>information non disponible</i>
<b>MRITC</b> (1986) – Mouvement de résistance totale pour l'indépendance du Cabinda	Afonso Massanga	<i>information non disponible</i>
<b>FLEC-CSC</b> (1991-1992) – FLEC-Conseil suprême de coordination	Francisco Assis Peso Bambi	Woyo
<b>FLEC-Lopes</b> (1996-2010)	Antonio Lopes	<i>information non disponible</i>
<b>FLEC-Rénové</b> (1991-2005)	José Tiburcio Zinga Luemba	Woyo/Kochi
<b>FDC</b> (1995-1997) – Front démocratique de Cabinda	Norbert Itoula ; François Xavier Lubota	Yombe
<b>FONAC</b> (1996) – Forum des nationalistes cabindais	<i>Multiples</i>	<i>Multiples</i>
<b>FCD</b> (2004-2005) – Forum cabindais pour le dialogue	Antonio Bente Bembe	<i>Multiples</i>
<b>MRPCS</b> (2011- ) – Mouvement pour le rassemblement du peuple cabindais et pour sa souveraineté	J.-P. Laranja	<i>information non disponible</i>
<b>FLEK</b> (2011 - ) – Front de libération de l'enclave de Kabinda	Afonso Massanga	<i>information non disponible</i>
<b>FCC</b> (2013 - ) – Frente Consensual Cabindesa	Belchior Lanso Tati	Woyo/Lindi